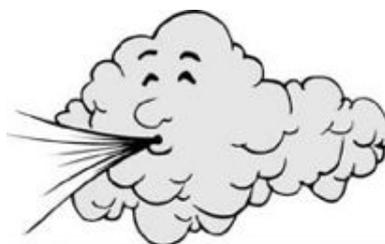


AQUILON

Bulletin de liaison de l'Association des internationalistes



La parution d'*Aquilon* a été longuement retardée, en raison d'un changement d'orientation de sa formule, de son logiciel et de sa présentation. Le bureau remercie les membres de l'Association de leur compréhension. *Aquilon 8* est encore un numéro de transition, avec une nouvelle maquette, qui amorce l'évolution vers une véritable revue en ligne de l'Association. Ce sera pour *Aquilon 9*, à paraître en janvier 2013. Cette livraison comportera notamment les textes issus de la Table ronde de l'Association, en partenariat avec l'IHEDN, le 22 octobre 2012, sur *Partition et répartition des espaces : l'exemple de l'Afrique*. Pour accompagner ce changement, *Aquilon* se dote d'un rédacteur en chef, M. Paul Dahan, ancien ambassadeur, que le Bureau remercie d'accepter cette activité. Les suggestions des membres pour la revue seront les bienvenues, comme leurs textes.

Sommaire

| | |
|----------------------|--|
| | - Editorial. Georges-Henri Soutou |
| Vie de l'association | - Rapport moral de l'association - Relevé de décisions de l'assemblée générale - Composition du Conseil et du Bureau |
| Le vent en poupe | - Pierre Verluise : Diploweb, partenaire d'Aquilon |
| Rose des vents | - Ben Ali, Moubarak, Khadafi, Saleh... et les autres. Une hirondelle ne fait pas le printemps. Guillaume Berlat - Deux années au Levant. Souvenirs de Syrie et du Liban. 1939-1940. Gabriel Puaux |

L'éditorial du Président

Caveant consules !



Les informations qui nous reviennent au sujet des intitulés d'emplois universitaires vacants cette année et des élections auxquelles ont procédé les comités de sélection sont décevantes pour les Relations internationales. Mes Collègues des autres disciplines, en particulier en Droit international, font des constatations convergentes.

Mais je voudrais insister ici sur mon domaine, l'Histoire. Les Relations internationales ont toujours eu du mal (tout au moins en France, à la différence de ce qui se passe ailleurs) à s'y faire leur place. Mais le problème, après une période d'amélioration, s'aggrave à nouveau, à cause de l'effet de mode qui favorise un développement excessif de l'histoire culturelle, et aussi l'émergence croissante d'un magma indifférencié dit « Sciences sociales ».

Or ces deux tendances historiographiques, si elles ont certes leur domaine de validité, ne peuvent pas, du point de vue méthodologique, répondre pleinement aux besoins de l'histoire internationale. Toutes deux en effet s'éloignent des archives. Mais celles-ci sont particulièrement nombreuses et importantes, et même indispensables dans notre domaine. D'autre part l'une des caractéristiques de l'histoire culturelle est de mettre sur le même plan, et même de confondre dans une même réalité « culturelle », les faits et leur représentation. Or si l'histoire est bien aussi celle des représentations, la description de celles-ci, en tout cas dans notre domaine, doit rester distincte de celles des autres facteurs intervenant dans les processus de décision, comme les rapports de force, les rivalités internes et externes, la définition des intérêts en présence, etc. La confusion ne permet qu'un discours vague, facilement arbitraire, ne se prêtant pas à une analyse serrée des faits.

J'en dirais autant des « Sciences sociales »: elles posent la pluridisciplinarité au départ, alors que celle-ci ne peut être réellement obtenue qu'à l'arrivée, lorsque l'on compare et met en phase les apports des différentes disciplines pour un problème donné. Sinon, dans les deux cas, le risque est de procéder de façon arbitraire. On injectera dans l'analyse une hypothèse de départ. Si on a recours de façon classique aux archives et aux témoignages, on pourra arriver à prouver ou à infirmer cette hypothèse. Mais si on n'est pas très prudent et modeste, avec les méthodes en vogue on risque fort de retrouver à l'arrivée la confirmation automatique des hypothèses de départ.... Car le discours devient très subjectif, et difficile à critiquer de façon serrée: on pourra toujours trouver des arguments en faveur de la thèse défendue, son rapport au réel historique ne pouvant plus être confirmé ou infirmé, la notion même de réalité historique s'effaçant devant la toute-puissante représentation.

D'une façon générale, ces méthodes nous éloignent d'une règle qui s'applique à l'histoire comme aux sciences exactes d'ailleurs: il faut toujours commencer par les explications les

plus simples, et ne les complexifier qu'avec prudence et pas à pas. Un exemple: actuellement nombreux sont ceux qui sont tentés d'expliquer l'attitude de la RFA dans la crise de l'euro par des facteurs culturels, comme l'aversion historique des Allemands pour l'inflation, ou leur complexe de supériorité face à l'Europe du sud, ou même par le protestantisme rigoriste de Mme Merkel. Tout cela, que l'on peut lire dans les médias et qui flotte de façon indécise dans les cerveaux de nos élites dirigeantes, est peut-être intéressant, mais les facteurs prioritaires dans le processus de décision de Berlin sont que l'euro a été fort mal conçu au départ, différemment d'ailleurs de ce qu'aurait souhaité la RFA, contrairement à ce qu'on dit, et que l'Allemagne n'a pas des réserves inépuisables de puissance économique et financière. Sans parler des problèmes constitutionnels que rappelle régulièrement la Cour de Karlsruhe et du fait qu'en Allemagne aussi il y a des élections, et même un vrai parlement.

L'introduction exclusive des approches culturelles ou des sciences sociales dans l'histoire des relations internationales ne permet pas une collaboration efficace avec les autres disciplines du domaine, qui, du droit international à la géopolitique ont besoin d'apports précis et structurés en provenance des historiens. D'autre part on ne peut pas répondre aux questions que nous posent les responsables politiques, diplomatiques, militaires, économiques, etc., uniquement en termes culturels ou à partir d'une approche globalisante de sciences sociales. Ils attendent de nous des explications serrées, pas des dissertations brillantes.

Georges-Henri Soutou

Président de l'Association des Internationalistes



Aquilon est le bulletin de liaison de l'Association des Internationalistes. Il paraît tous les trois mois et rend compte de l'actualité de l'Association : activités, articles inédits, publications des membres de l'Association, etc.

Les opinions exprimées dans les articles publiés par Aquilon, bulletin en ligne de caractère scientifique, n'engagent que leurs auteurs.

Rédacteur en chef : Georges-Henri Soutou.

ISSN : 2259-8677

VIE DE L'ASSOCIATION

On trouvera ci-dessous les documents résultant de l'Assemblée générale de l'Association, tenue le 23 mars 2012 : le rapport moral du Président Georges-Henri Soutou, les projets pour 2012, le relevé de décisions et la liste des membres du Conseil à la suite de son renouvellement partiel, conformément aux Statuts.

Rapport moral

Assemblée générale du 23 mars 2012

I - Vie de l'association

Notre Association compte environ 380 membres (environ car les jeunes gens en M2 ne sont pas tenus de payer une cotisation, seulement de remplir une fiche, ce qui est évidemment plus aléatoire. Je me base sur la liste de diffusion d'*Aquilon*).

Mais les cotisants à jour pour 2012 ne sont que 26! Je lance donc un appel solennel ! Nous avons absolument besoin de ces cotisations pour fonctionner !

Sa vie institutionnelle se poursuit normalement: la moitié des membres du CA ont vu leur mandat s'achever après deux ans, par tirage au sort, et nous allons procéder à un vote tout à l'heure. Désormais les renouvellements auront lieu par moitié tous les deux ans. Nous allons d'ailleurs vous proposer la possibilité d'augmenter un peu le nombre des membres du CA, dans une fourchette de 16 à 20, pour mieux tenir compte des diverses disciplines et de la représentation des jeunes chercheurs.

Le vrai problème concerne notre financement à long terme. Nous vivons toujours sur les crédits accordés par le MAE et E en 2010, outre bien sûr les cotisations, outre des subventions ponctuelles (comme celle de l'Institut français pour la publication imminente des Actes du colloque sur l'Afrique dans le système international). Les financements réguliers, publics et privés, sont vous le savez, très difficile à obtenir. Nous avons pensé que le mieux serait de pouvoir mettre au point une formule comparable aux Rendez-vous de l'Histoire à Blois, ce qui assure visibilité et financement pour une grande manifestation spécifique annuelle. Il est entendu qu'une *Task Force*, autour de Guillaume Devin, va établir des contacts avec des municipalités intéressées.

II - Activités 2011

Depuis l'an dernier, outre la diffusion régulière d'avis de colloques ou manifestations pouvant intéresser les Membres (et n'hésitez pas à nous communiquer vos informations) nous avons continué à développer le bulletin en ligne trimestriel *Aquilon*, dont sept numéros ont été diffusés. Ce Bulletin évolue, vous avez pu le constater, vers une véritable revue en ligne, avec des articles originaux. Nous allons certainement aller encore plus dans ce sens, étant donné la souplesse et l'économie de la formule, et l'intérêt suscité. Nous allons même aller jusqu'à la mise en ligne immédiate, sans délai, des numéros d'*Aquilon*. Je remercie Mme Emilia Robin Hivert qui en assure le secrétariat de rédaction.

D'autre part nous avons réalisé un certain nombre de manifestations, dans la ligne pluridisciplinaire de notre Association:

- 1) Participation à la convention de l'ISA à Montréal en mars, avec la session : "*International Organizations and Global Governance*". Ce fut un considérable succès.

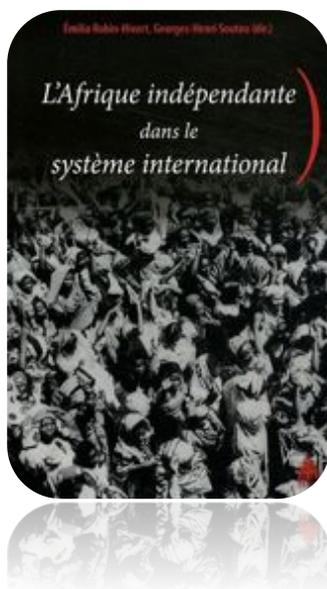


- 2) Journée sur l'Europe du Centre-Est le 18 mai : « *L'Europe du Centre-Est dans l'Union européenne: spécificités, apports, perspectives* ». Cette manifestation réunissait de nombreux spécialistes français et polonais, et l'ambassadeur de Pologne à Paris, M. Orłowski, nous a fait l'honneur d'un exposé sur l'orientation actuelle de la politique polonaise dans ce domaine, qui vise à revivifier les très anciens liens que cette partie de l'Europe entretient, mais adaptés aux nouvelles réalités, y compris l'existence de l'Union européenne.



3) Une "Carte blanche" le 14 octobre aux Rendez-vous de l'Histoire, à Blois: "*La Guerre Des Mondes : Organisations Internationales Et Gouvernance Mondiale*". Une excellente opération, environ 80 auditeurs. Le compte rendu figure dans le dernier numéro d'*Aquilon* (n° 7).

4) La Journée de l'Association, le 21 octobre, à l'ENA, en partenariat avec la Direction de la Prospective du Ministère des Affaires étrangères et l'ENA: "*Le Nouveau Système International Depuis La Fin De La Guerre Froide*". Là aussi, le compte rendu figure dans le dernier numéro d'*Aquilon*.



5) Publication aux PUPS de Paris-IV des actes du colloque d'octobre 2010, « *L'Afrique indépendante dans le système international* ».

6) D'autre part le projet d'anthologie de textes fondateurs de l'Ecole française progresse. Il est repris par le Professeur Delphine Placidi, à partir des fondations posées par le Prof. Guillaume Devin, que je remercie ici.

II – Programme 2012

1) A l'automne, en partenariat avec Chambéry et Grenoble III: un colloque pluridisciplinaire sur la Russie et l'Union européenne.

2) Les 14 et 15 décembre, soutien au colloque de la Commission d'Histoire des relations internationales, sur l'état et les perspectives de la discipline.

3) Nous vous proposons une formule plus légère que la Journée annuelle: des demi-journées, pluridisciplinaires, sur des thèmes actuels.

Pour conclure: le plus encourageant est que notre concept pluridisciplinaire de base a suscité dans tous les milieux concernés un grand intérêt.

Nous avons des demandes de partenariat, comme Diploweb de notre ami Pierre Verluise, ou la Commission d'Histoire des Relations internationales, présidée par notre ami Hugues Tertrais.

Les comparaisons que l'on peut faire avec l'étranger montrent que notre concept est la voie de l'avenir pour le champ des relations internationales.

Georges-Henri Soutou

Assemblée générale
de
l'Association des Internationalistes
du 23 mars 2012

RELEVÉ DE DÉCISIONS

Ordre du jour :

- 1) Rapport moral du président de l'Association. Quitus voté à l'unanimité.
- 2) Rapport financier du trésorier. Quitus voté à l'unanimité.
- 3) Possibilité de former le Conseil d'Administration dans une fourchette de 16 à 20 membres. Adopté à l'unanimité.
- 4) Renouvellement du Conseil d'Administration : 11 sièges à pourvoir (après tirage au sort parmi les membres élus en 2010 et démissions).
11 candidats.
Vote à bulletin secret: 32 votants, tous les 11 candidats ont obtenu 32 voix (liste jointe du nouveau CA et du nouveau Bureau).
(Il est entendu, lors du CA qui a précédé l'AG, que dans deux ans un tirage au sort entre les 11 membres élus aujourd'hui désignera trois membres dont le mandat ne sera que de deux ans, afin de pouvoir ensuite renouveler le CA par moitié tous les deux ans, les mandats étant de 4 ans, conformément aux Statuts).
- 5) Fixation des cotisations pour 2013. Elles sont maintenues en l'état.
- 6) Information sur le projet d'*Anthologie de la Pensée française en Relations internationales*. Mme Placidi-Frot en prend la responsabilité.
- 7) Information sur la revue en ligne *Aquilon*, et son développement possible. La diffusion en ligne immédiate des numéros, dès parution, est décidée à l'unanimité.
- 8) L'AG accepte la diffusion d'*Aquilon* sur le réseau de Diploweb.
- 9) Présentation des projets de l'Association pour 2012 (en particulier la participation au colloque « La Russie et l'Union européenne : un grand espace en gestation ? », organisé avec les Universités de Savoie et de Grenoble III à l'automne 2012) et au Colloque de la Commission d'Histoire des Relations internationales des 14 et 15 décembre 2012.
Ces projets sont approuvés à l'unanimité.
- 10) Tour d'horizon sur les projets futurs. On décide d'organiser des demi-journées pluridisciplinaires sur des thèmes d'actualité.

Georges-Henri Soutou

Président de l'Association des Internationalistes

Composition du Conseil et du Bureau

Composition du conseil :

- 1) Gilles ANDREANI; Cour des Comptes
- 2) Laurence BADEL ; historienne (Paris I)
- 3) Bertrand BADIE; sciences politiques (Sciences Po) Vice-président (chargé de la revue)
- 4) Christian de BOISSIEU : économiste (Paris I)
- 5) Yves BRULEY; historien (chargé de mission ASMP)
- 6) Eric BUSSIERE; historien (Paris IV)
- 7) Gérard DUSSOUY, géographe (Bordeaux)
- 8) Pierre Michel EISEMANN; droit international (Paris I) Vice-président (chargé des adhésions)
- 9) Jacques FONTANEL ; économiste (Grenoble) Vice-président (chargé de la promotion de l'AI auprès des spécialistes de l'économie)
- 10) Michel FOUCHER; géographe (ENS) Vice-président
- 11) Christine MANIGAND ; historienne (Paris III) Trésorière
- 12) Jean-Denis MOUTON, droit international et européen, (Nancy II)
- 13) Delphine PLACIDI-FROT; sciences politiques (Poitiers) Vice-présidente (chargée de l'Anthologie)
- 14) Hélène DE POOTER, droit international (Paris I) Vice-présidente (chargée des contacts avec les jeunes chercheurs)
- 15) Georges-Henri SOUTOU; historien (Paris IV) Président
- 16) Serge SUR; droit et relations internationales (Panthéon-Assas) Secrétaire général

Composition du Bureau :

Georges-Henri SOUTOU, Président

Serge SUR, Secrétaire général

Christine MANIGAND, Trésorière

Bertrand BADIE, Vice-président (chargé de la revue)

Hélène DE POOTER, Vice-présidente (chargée des contacts avec les jeunes chercheurs)

Pierre Michel EISEMANN, Vice-président (chargé des adhésions)

Jacques FONTANEL, Vice-président (chargé de la promotion de l'AI auprès des spécialistes de l'économie)

Michel FOUCHER, Vice-président

Delphine PLACIDI-FROT, Vice-présidente (chargée de l'Anthologie)

LE VENT EN POUPE



[Diploweb.com](#), le premier site géopolitique francophone

Partenaire d'*Aquilon*, le site *Diploweb.com* a été fondé par Pierre Verluise dès l'an 2000. Docteur en géopolitique de l'Université Paris-Sorbonne, il présente ici les grands principes qui animent cette réussite éditoriale. Il s'agit à la fois d'un site de formation et d'analyse, mais encore d'une veille sur *Twitter* et d'une forte communauté internationale sur *Facebook*.

Comment pourriez-vous présenter le site *Diploweb.com* ?

Le *Diploweb.com* est né en 2000 d'un pari intellectuel : l'Internet peut devenir un support gratuit de formation et d'analyse géopolitique. Il s'agit de créer un lieu où spécialistes de géopolitique, stratégie ou de diplomatie, mais aussi historiens, géographes, démographes, économistes, juristes et politistes... peuvent croiser leurs approches et enrichir mutuellement le débat public.

Par formation, *Diploweb* entend proposer un contenu de qualité scientifique susceptible d'être utilisé pour la préparation de cours, d'exposés et d'ouvrages. Plusieurs professeurs d'histoire-géographie et géopolitique en classe prépa m'ont confié se servir très régulièrement du site à ces fins. De nombreux étudiants l'utilisent pour préparer leurs examens et citent le *Diploweb.com* dans leurs mémoires, parce que nous publions des auteurs de référence, avec des notes de bas de page, des illustrations, des bibliographies et des liens.

Par analyse, *Diploweb.com* entend une analyse régulière pouvant éclairer l'actualité et les grands événements géopolitiques contemporains.

Par exemple, au début d'une année 2012 marquée par des élections au Sénégal, *Diploweb.com* a publié une [étude géopolitique de ce pays](#), illustrée de plusieurs graphiques, d'une chronologie et d'une bibliographie. Autre exemple, quelques semaines avant la mise en œuvre du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne, *Diploweb.com* a publié [une étude approfondie](#) du contexte et des textes européens qui l'encadrent.

Gérard-François DUMONT, Seydou KANTE, Géopolitique du Sénégal, une exception en Afrique, publié sur le site géopolitique *Diploweb.com* le 15 janvier 2012 à l'adresse <http://www.diploweb.com/Geopolitique-du-Senegal-une.html>

Pierre VERLUISE, « Service européen pour l'action extérieure (SEAE-EEAS) : quels défis ? », publié sur le site géopolitique *Diploweb.com* le 13 novembre 2010 à l'adresse <http://www.diploweb.com/Service-europeen-pour-l-action.687.html>

Quelles sont les grandes dates de *Diploweb.com* ?

Le site *Diploweb.com* est né en 2000 sans chercher appui auprès de partenaires a priori concernés par les questions géopolitiques parce que j'étais convaincu qu'il fallait d'abord faire ses preuves. Après une année de tâtonnements, la première formule, réalisée avec une version gratuite de *Front Page*, a commencé à trouver un véritable public. Les *aficionados* connaissaient sa maquette sur fond jaune, entièrement faite par mes soins, encore accessible par la rubrique « Archives ». En 2008, en synergie avec l'Université de Cergy-Pontoise où j'étais chargé du cours Géopolitique de l'Europe en licence d'Histoire et de Géographie, une deuxième version sous SPIP a vu le jour. En 2012, le site enregistre plus 70 000 lecteurs par mois, avec des pics au-delà. A titre de comparaison, la plupart des revues papier du domaine comptent actuellement entre 500 et 1 200 abonnés.

SPIP est un système de publication pour l'Internet qui s'attache particulièrement au fonctionnement collectif, au multilinguisme, et à la facilité d'emploi. C'est un logiciel libre, distribué sous la licence GNU/GPL. Il peut ainsi être utilisé pour tout site Internet, qu'il soit associatif ou institutionnel, personnel ou marchand.

Depuis 2009, *Diploweb.com* a également développé une activité sur les réseaux sociaux, *twitter* et *facebook*.

Le compte de veille géopolitique twitter.com/diploweb a été créé cette année-là.

Twitter compte beaucoup moins d'abonnés que *facebook* et il est beaucoup plus long et difficile d'y croître en volume. Aujourd'hui, les personnes qui le suivent (*followers*) semblent souvent âgées de plus de 30 ans, et exercent souvent d'importants postes de responsabilité, comme Camille Grand, le Directeur de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS) et Jean-Dominique Giuliani, le Président de la Fondation Robert Schuman. Des institutions et think tanks s'abonnent également, comme *Chattam House*.

Pour un message renvoyant directement au site *Diploweb.com*, le compte *twitter.com/diploweb* diffuse quatre messages concernant des informations issues d'autres sources. Par exemple, *twitter.com/diploweb* informe ses 1 500 abonnés de chaque nouveau numéro d'*Aquilon*. Le *twitter.com/diploweb* fait aussi des liens vers des documents de l'IFRI, de l'IRIS, de l'IRSEM, du CSFRS, de la FRS, etc.

Ainsi, le *twitter.com/diploweb* joue pleinement son rôle de vecteur de la pensée géopolitique et stratégique francophone. Il relaie aussi des informations de la Chaire Raoul Dandurand (Montréal) et de l'Institut québécois des hautes études internationales (HEI, Québec). Ce compte *twitter.com/diploweb* répercute encore des informations en d'autres langues, notamment anglais et espagnol. Nous n'avons pas une conception bornée de la francophonie et nos abonnés sont polyglottes.

Fin 2010, une page *facebook.com/geopolitique* a été fondée en synergie avec l'ESC (École supérieure de commerce) de Grenoble. Il s'agit d'aller chercher les étudiants – et plus largement le public de 18 à 35 ans – où ils se trouvent. Et le résultat montre que l'objectif est atteint. À mi-2012, la page *facebook.com/geopolitique* compte plus de 3 500 fans. Soit l'équivalent de plusieurs amphithéâtres. Chaque fois que *facebook.com/geopolitique* poste un message, il apparaît instantanément sur la page personnelle de chacun. Une information ciblée à forte valeur ajoutée est ainsi adressée aux personnes qui sont intéressées et celles-ci peuvent immédiatement la partager avec leurs amis.

La répartition du contenu des messages sur *facebook.com/geopolitique* est la suivante. Pour une information renvoyant directement au site *Diploweb.com*, le *facebook.com/geopolitique* affiche deux informations à propos d'autres médias. Le *facebook.com/geopolitique* met ainsi chaque semaine en avant les deux émissions de son partenaire *Radio France Internationale*, « Géopolitique », animée par Marie-France Chatin. Le *facebook.com/geopolitique* informe aussi sur des parutions de livres, de revues et sur des conférences. Le choix des messages d'effectue en toute indépendance puisque *Diploweb.com* n'a jamais demandé un centime pour diffuser une information. *Diploweb.com* considère qu'il est dans l'intérêt de tous que les éditeurs trouvent des lecteurs et que les conférenciers bénéficient du public le plus large possible.

Le compte *twitter.com/diploweb* et la page *facebook.com/geopolitique* gagnent chaque jour des abonnés et des *followers*. Ce sont des supports à la fois complémentaires du *Diploweb.com* et différents grâce à leurs spécificités techniques et sociales. Tous participent à une forme de culture générale du monde contemporain, avec la géopolitique au cœur.

Quelles sont les grandes thématiques du site *Diploweb.com* ?

L'organisation de l'information est un défi permanent parce que le système doit être à la fois intuitivement compréhensible, suffisamment souple pour tenir compte de l'actualité, mais aussi stable pour que les habitués s'y retrouvent.

De façon classique, le site *Diploweb.com* propose une organisation en rubriques géographiques, avec des sous-rubriques. Les grandes rubriques sont Union européenne ; Russie & CEI ; Amérique ; Asie ; Afrique & Moyen-Orient ; Monde. Cette dernière rubrique compte une sous-rubrique vedette : Transversaux. Comme son nom l'indique, elle regroupe des articles dont le sujet dépasse un espace géographique limité, par exemple l'humanitaire, le métier de diplomate, etc. Le site *Diploweb.com* offre en outre une rubrique Audiovisuel : audio, photo et vidéo. Enfin le site présente évidemment un riche espace cartographique, organisé selon les mêmes régions que les articles.

Un des objectifs éditoriaux du site *Diploweb.com* consiste à actualiser régulièrement toutes ces rubriques. Compte tenu du bon référencement du site, chacun peut trouver « naturellement » l'article qui l'intéresse via les moteurs de recherche externes ou le moteur de recherche intégré au site.

Quels sont les grands principes de fonctionnement du site *Diploweb.com* ?

Diploweb.com a défini dès l'origine une charte en ligne, afin de communiquer clairement sur les trois principes qui animent son action.

Le premier principe est **l'expertise**. Le *Diploweb.com* ne publie que des experts, français ou non. Ils appartiennent à des univers différents : la diplomatie, la stratégie, l'université ou la presse.

Au nombre des diplomates, *Diploweb.com* a publié l'Ambassadeur des Etats-Unis Vernon Walters (décédé), l'Ambassadeur de Hongrie André Erdos, l'Ambassadeur de Géorgie Mamuka Kudava, le diplomate suédois Anders Calmfors, l'Ambassadeur de France Bernard Dorin, le ministre plénipotentiaire Bernard Valero, etc.

Au nombre des stratèges, nos pages comptent des articles des généraux Pierre-Marie Gallois (décédé), Alain Lamballe, Lucien Poirier, André Ranson, ou des chercheurs comme Gérard Chaliand et Pierre Conesa, etc.

Les universitaires sont probablement les plus nombreux parce qu'ils ont plus de facilités pour l'expression publique. Nous comptons des articles de Barthélémy Courmont, Gérard-François Dumont, Catherine Durandin, François Géré, Amy Green, Pierre Hassner, Thierry Kellner, Yves Lacoste, Christian Lequesne, Jean-François Soulet, Serge Sur, etc.

La presse se trouve moins représentée, mais *Diploweb.com* a publié par exemple Jean Quatremer (*Libération*), l'une des grandes signatures sur les questions européennes, ou Pierre Rousselin (*Le Figaro*) au retour d'une série d'entretiens de haut niveau au Japon, ou Thierry Garcin (*France culture, Les enjeux internationaux*).

Au total, depuis l'an 2000, plus de 600 auteurs ont apporté leur pierre au site *Diploweb.com*.

La direction du site *Diploweb.com* est assurée par un docteur en Géopolitique de l'Université de Paris-Sorbonne (Paris IV), qualifié (MCF) en Histoire et en Géographie. Cela témoigne aussi d'une forme d'expertise. Il peut être intéressant pour les lecteurs d'*Aquilon* de savoir que j'ai commencé mon cursus par un DEA d'Histoire des relations internationales, sous la direction du Professeur R. Girault. Après une coupure pour passer le Capes d'Histoire-Géographie, j'ai engagé une thèse de Géographie politique historique et culturelle. Enfin, j'ai publié plus d'une dizaine d'ouvrages et plus d'une centaine d'articles, en 8 langues. Autrement dit, je connais les difficultés et les joies de la recherche comme de l'écriture. Cela peut aider dans les relations avec les auteurs parce qu'ils sentent intuitivement qu'ils ont affaire à quelqu'un du sérail.

Le deuxième principe du site *Diploweb.com* est le **pluralisme**. Le *Diploweb.com* ne se range sous aucune doctrine. Il pratique la politique de la porte ouverte sur les seuls critères de la compétence. Cette attitude s'explique par les leçons de l'expérience. Lorsque je suis revenu d'Union soviétique en 1986 – où j'avais travaillé comme lecteur de français pour le compte du Ministère des Affaires étrangères (France) – j'ai été frappé de constater combien la *Gorbymania* faisait des ravages dans la presse française. Par exemple, l'historien Michel Heller s'est fait progressivement marginaliser dans les médias parce qu'il prétendait garder son indépendance critique. Funeste erreur.

Le *Diploweb.com* est en partie né de ce constat : il était devenu difficile d'exprimer en France un point de vu argumenté mais différent des « évidences communes organisées » au sujet des questions géopolitiques. Personne n'a « La Vérité », nous attendons des auteurs – comme des lecteurs – qu'ils acceptent des points de vues parfois différents mais toujours argumentés.

Par exemple, le *Diploweb.com* fait partie des rares média à avoir publié au début des années 2000 des articles expliquant pourquoi l'élargissement de l'Union européenne se justifiait en 2004 et d'autres en quoi celui-ci allait modifier la nature de l'UE en matière démographique, économique, institutionnelle ou stratégique. Cela n'implique pas nécessairement une opposition à l'élargissement, mais engage à une claire conscience des enjeux à surmonter.



Le troisième principe du site *Diploweb.com* est la **transparence**. Cette formulation est un clin d'œil au deuxième degré à la mauvaise traduction de *glasnost* imposée par les agences de presse soviétiques au début des années Gorbatchev (1985-1991). Sur Internet, n'importe qui peut y écrire n'importe quoi. La transparence implique d'abord que les auteurs assument leur propos en les signant de leur nom et qualités. Parce qu'il ne suffit pas d'affirmer que les auteurs du *Diploweb.com* sont des experts, mais qu'il faut le prouver, *Diploweb.com* a depuis le début pris le parti de publier

une notice biographique détaillée de chaque auteur. Et les présentations d'ouvrages indiquent autant que possible le parcours de l'auteur du livre.

Comme toute règle, celle-ci souffre de rares exceptions : parce qu'il importe de pouvoir mettre sur la Toile des articles informés rédigés par des experts parfois contraints à l'obligation de réserve, *Diploweb.com* accepte exceptionnellement l'usage de pseudonyme lorsque je connais personnellement l'auteur et peux me porter caution de son expertise auprès des internautes.

Enfin, le financement du site – en accès gratuit – est parfaitement transparent. Durant les 10 premières années, j'ai assuré seul la totalité du financement du *Diploweb.com*, en prélevant sur mes revenus de professeur certifié d'Histoire-Géographie dans le secondaire, de professeur de Géopolitique à l'ISIT et de Directeur de séminaire à l'Ecole de Guerre.

Depuis septembre 2010, un partenariat avec l'ESC Grenoble a été construit et apporte un soutien en échange de la visibilité de son logo. En effet, son Directeur, Jean-François Fiorina, entend offrir chaque année aux étudiants et au grand public un Festival de géopolitique et géoéconomie. Cet événement dure 4 jours mais l'année compte encore 361 jours durant lesquels l'ESC Grenoble cherchait une visibilité sur cette thématique.

Par ailleurs, ce partenariat n'est pas exclusif puisque nous avons également des accords avec La Documentation française, *Touteleurope.eu*, la Fondation pour la Recherche Stratégique, l'Association des Internationalistes... et la Chaire Raoul Dandurand au Canada.

Au-delà, le *Diploweb.com* entretient des relations bienveillantes avec de nombreuses institutions, au cas par cas, pour un évènement ponctuel ou un suivi de longue durée. Nous avons ainsi joué plusieurs fois un rôle important dans la communication du colloque annuel organisé par l'ENA, l'Ecole de Guerre et HEC, à la suite d'un simple appel téléphonique. Il est vrai que je connaissais l'interlocuteur, un officier de l'Ecole de Guerre.

Il n'empêche que je continue à financer pour l'essentiel le *Diploweb.com*. Je dispose de la propriété du site comme de la marque et de la maîtrise éditoriale du contenu comme de la forme.

Comment fonctionne la gouvernance de *Diploweb.com* ?

J'assure une large partie de la recherche des auteurs et des articles. Il m'est arrivé de passer des commandes en laissant jusqu'à 6 mois pour la rédaction, ce qui me semble un luxe formidable... et une belle prise de risque à plusieurs niveaux. Depuis le début de la crise économique de 2008, j'ai réduit à 3 mois cet espace temps sur bien des sujets tant le monde semble avoir gagné en plasticité.

Pour autant, je n'hésite pas à demander l'avis de membres de notre Conseil scientifique. Dans plus de la moitié des cas, la réponse est négative et je m'y plie systématiquement. Il m'arrive également de solliciter l'avis d'une personnalité extérieure au Conseil scientifique, mais que je sais être en mesure d'évaluer de façon argumentée. Un grand nom de l'humanitaire - qui n'a jamais signé un article sur le *Diploweb.com* - a récemment donné un avis négatif sur un article documenté sur le rapport Trevidic mais biaisé dans sa présentation, ce que j'avais pressenti. L'article n'a pas été publié. L'auteur a demandé des explications, elles lui ont été fournies après anonymisation. Il arrive souvent que nous demandions des corrections,

modifications ou compléments aux auteurs. Chaque auteur reste libre d'en tenir compte ou de refuser mais nous ne publions pas sans les modifications demandées, quitte à laisser du temps au signataire pour qu'il se remette au travail.

Le juge Trévidic a enquêté sur l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du Président Habyarimana, à l'origine du déclenchement du génocide rwandais et remis un rapport en 2012.

Pour plus des trois-quarts, les documents publiés sur le site *Diploweb.com* sont des commandes à des auteurs identifiés pour leur compétence, ou bien des documents qui viennent de notre réseau de partenaires de longue date. La confiance me semble essentielle dans ce domaine. *Diploweb.com* garde cependant une porte ouverte pour les auteurs ou institutions extérieures, parce qu'il faut éviter de fonctionner en chapelle. Le site précise le profil des auteurs qui peuvent faire des propositions et comment les présenter. *Diploweb.com* demande alors une biographie détaillée afin de savoir « qui écrit quoi » pour rester cohérent avec notre principe de transparence. *Diploweb.com* répond généralement en moins de 15 jours aux propositions qui viennent du monde entier.

D'ici 2020, le mode de gouvernance doit évoluer en formant progressivement des personnalités en mesure d'assurer une partie du fonctionnement rédactionnel, voire technique. Il s'agit d'une tâche passionnante mais de longue haleine. Il faut à la fois améliorer un modèle économique et optimiser un fonctionnement rédactionnel. La logique voudrait que davantage de structures actives du domaine géopolitique participent d'une manière ou d'une autre.

Pourquoi *Diploweb.com* ne fait-il pas payer l'accès aux documents ?

L'intention de départ est de créer un support gratuit de formation et d'analyse géopolitique en ligne, dans une dynamique citoyenne. Plusieurs personnes - et non des moindres - ont conseillé de rendre payant l'accès à certains documents. Cela ne semble pas, à ce jour, la meilleure option, notamment pour des raisons de volume. Cela n'a pas de sens de vendre un document de qualité à quelques personnes, même VIP. *Diploweb.com* veut contribuer à diffuser des clés de lecture du monde au plus grand nombre possible de lecteurs. Pourquoi se priver de plusieurs dizaines de milliers de lecteurs ?

A vrai dire, le *Diploweb.com* est un vecteur de la diversité de la pensée géopolitique et nullement une « machine à cash ». L'essentiel est de proposer une formation de référence et de diffuser des analyses de qualité tout en contribuant à faire émerger des thématiques.

Par exemple, il serait facile de démontrer, par la chronologie des publications, que *Diploweb.com* a contribué à la prise de conscience des incidences démographiques, économiques et institutionnelles des élargissements de l'Union européenne en 2004 et 2007. De même, le *Diploweb.com* a été moteur dans la prise de conscience de la nécessité de lutter davantage contre la corruption en Europe, jusqu'à ce que la Commission européenne reprenne notre approche transversale du sujet dans son annonce en juin 2011 d'une prochaine étude de tous les pays membres sous cet angle, à l'horizon 2013. Cela me semble autrement plus gratifiant

Pour autant, cela n'empêche pas de réfléchir à d'autres partenariats avec des institutions ou entreprises qui partageraient cette approche d'une large diffusion d'analyses géopolitiques de référence.

LA ROSE DES VENTS



Ben ali, Moubarak, Khadafi, Saleh... et les autres

Une hirondelle ne fait pas le printemps

« *Les grands évènements avancent à pas de colombe* », nous rappelle fort à propos Frédéric Nietzsche. A l'instar des évènements ayant conduit, il y a déjà plus de deux siècles, à la chute du mur de Berlin et à l'éclatement de l'Union soviétique, les bouleversements ayant touché les pays au sud et à l'est de la Méditerranée ont surpris par leur soudaineté, leur ampleur et leur extension à l'ensemble du monde arabe. Une fois encore, pourquoi n'avons-nous rien vu ? Manque d'anticipation et d'attention aux signaux faibles, très certainement. Mais où en est aujourd'hui le printemps arabe ? Il se situe à un tournant décisif. Presque deux ans après le début de ces soulèvements, le temps d'un premier bilan est venu. A une phase d'euphorie consécutive à l'émergence d'un nouveau monde arabe et à l'évolution des paramètres des relations internationales, fait place une phase d'incertitude en raison du caractère incertain de cette mutation au sud de la Méditerranée et de la nouvelle gouvernance mondiale.

LES REVOLTES ARABES

OU LE SACRE DU PRINTEMPS

La secousse du début de l'année 2011 s'est traduite par un réveil des peuples arabes qui a conduit, après une phase d'hésitation, à un sursaut des autres États.

Le réveil des peuples : la fin du mythe de l'exception arabe

De l'autoritarisme à la démocratie, les pays arabes restent unis dans l'exploration de voies spécifiques à leur passé et à leur présent.

Convergence dans l'exception et dans la règle

Alors que la modernisation était en marche dans tous les continents depuis la fin de la Guerre froide, le monde arabe donnait l'impression d'être la poche de résistance à la démocratisation, de constituer une exception notable. La léthargie qui le caractérisait semblait confirmer la thèse de « *l'exception arabe* » postulant une incompatibilité entre islam et démocratie. Les pays occidentaux avaient fait le pari de miser sur des régimes autoritaires voire dictatoriaux pour lutter contre le fondamentalisme islamiste et le terrorisme. Témoins incrédules, ils ont cru rêver tant l'improbable semblait devenir réalité. Les soulèvements intervenus dans le monde arabe depuis le début de l'année 2011 ont remis en question ce paradigme. La « *révolution du jasmin* » a montré que la stabilité de ces pays n'était qu'illusoire. Les peuples ont pris conscience qu'ils pouvaient être maîtres de leur destin et, de manière non violente, renverser les dictateurs.

La mort, le 4 janvier 2011, du jeune tunisien Mohamed Bouazizi marque le début de la révolte qui, telle une traînée de poudre, va se développer de l'Atlantique au Golfe Persique balayant au passage divers Ceausescu des sables (Ben Ali en Tunisie ; Moubarak en Égypte ; Saleh au Yémen, Kadhafi en Libye), des régimes gangrenés par la corruption, le népotisme... et la théorie de « *l'exception arabe* » à travers un slogan « *dégage !* ». Dans ce tumulte, les monarchies semblent avoir mieux résister que les Républiques. La logique de neutralisation par l'argent de l'Algérie semble encore bien fonctionner. Hormis en Libye, ce sont des soulèvements populaires qui ont conduit au départ des tyrans en dehors de mots d'ordre, de plans imposés de l'extérieur (Cf. projet américain de Grand Moyen-Orient). La vie politique des pays arabes changera plus en quelques mois qu'au cours du demi-siècle ayant suivi l'avènement des régimes « *révolutionnaires* » dans les années 1950 et 1960. *De facto*, ce printemps constitue le troisième grand réveil panarabe après ceux de 1880 (premières manifestations du nationalisme arabe) et des années 1950 (recherche de l'indépendance).

Conjugaison du passé et du présent

Connaître le passé, en être imprégné, est indispensable pour saisir ce qui se passe actuellement dans le monde arabe. Avant toute chose, il importe d'appréhender la réalité d'un ensemble réfractaire aux comparaisons simplistes. Ce processus, qui est loin d'être achevé, ne se déroule pas de manière identique dans tous les pays concernés de cette zone. Les évolutions, loin d'être uniformes, sont diverses en fonction des contextes locaux. Elles résultent de l'interaction de trois principales forces qui puisent leurs racines dans l'histoire et la tradition.

La première est la tribu et le clan (400 tribus en Libye, 200 au Yémen...). La deuxième de ces forces est l'armée qui peut être populaire, tribale ou reposer sur les mercenariats. La troisième, et non des moindres, est la religion, l'islam. Ce dernier peut être populaire, politique ou djihadiste. Certaines de ces forces peuvent se conjuguer. Les divisions ethno-confessionnelles constituent l'une ses spécificités majeures de la crise syrienne. Dans la région, les vivants héritent des querelles des morts, dit-on.

Mais l'appréciation de ces évolutions a été rendue plus complexe par la combinaison de quatre séries de raisons immédiates. La première découle de la diversité des voies suivies dans le sillage du « *modèle tunisien* ». Le printemps arabe est pluriel. La deuxième est due à l'apparition de réactions aux révolutions, souvent de la part de l'armée qu'il s'agisse de l'Égypte ou du Bahreïn où le soulèvement chiite a été réprimé par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Le printemps perse est écrasé six mois avant l'éclosion du printemps arabe. La troisième est la conséquence de l'importance du succès électoral remporté par les islamistes, y compris dans sa dimension salafiste. La quatrième est le fruit de la nouvelle donne géopolitique caractérisée par l'émergence de nouvelles puissances (Arabie saoudite, Qatar, Turquie) au détriment des anciennes (Égypte, Syrie, Iran, Irak, Algérie). En outre, certains pays sont restés à l'écart de ce mouvement (Arabie saoudite, monarchies du Golfe) tout en l'encourageant chez les autres au nom de la primauté des sunnites sur les chiïtes. Enfin, Israël redoute une balkanisation de la Syrie, une montée de l'islamisme sur toutes ses frontières.

Le sursaut des États : un « moment » de confiance

Le conservatisme initial s'est rapidement effacé pour céder la place à une certaine empathie.

Incompréhension et attentisme

À l'Ouest, les gouvernements ont été désorientés par les printemps arabes. Tel Fabrice Del Dongo à la bataille de Waterloo, Nicolas Sarkozy confesse ne pas avoir été, du moins au départ, au rendez-vous de l'Histoire. En ce début 2011, les gouvernants ont été tétanisés par l'apparition d'un nouveau monde arabe venant remettre en question l'ancien jugé plus protecteur des conséquences de l'islamisme radical. À l'Est, ces évolutions ont inquiété les régimes autoritaires (Chine, Russie...) par crainte d'un effet d'entraînement à leurs territoires, d'un retournement des alliances et d'un affaiblissement de leurs positions. Moscou redoute les risques de contagion au Caucase, à l'Asie centrale et dans les républiques musulmanes du sud de la Russie. Pékin s'inquiète partout de la poussée islamiste. Au Sud, quelques mois plus tard, la crise au Mali fragilise tout le Sahel (« *Sabelistan* ») et pourrait déstabiliser tout le continent (« *Africanistan* »). Les États africains confrontés aux actions des islamistes de l'AQMI, à l'irrédentisme touareg (Algérie, Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso) ou à des troubles confessionnels récurrents (Mali avec l'affrontement entre un islam inspiré par le rigorisme wahhabite saoudien et un islam de rite malikite, Nigeria avec les islamistes de Boko Haram...) redoutent un effet de domino. Le Sénégal, la Mauritanie, le Niger, tous musulmans s'alarment de ce nouvel intégrisme. Mais, bien au-delà, des pays tels le Soudan, le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, que traverse une frontière mouvante entre le sud chrétien et le nord musulman voient s'attiser des passions assoupies.

Empathie et accompagnement

À la perplexité fait suite de la sympathie pour un mouvement censé balayer tous les despotes arabes et faire place à des régimes démocratiques, laïcs. À l'attentisme fait place la nécessité pour la communauté internationale « *d'accompagner* » cette mutation grâce à un double levier, coopératif et coercitif. Le G8 adopte le « *Partenariat de Deauville sur les printemps arabes* » (27 mai 2011), première manifestation de la main tendue aux nouvelles autorités grâce à une aide économique des grandes puissances (engagement renouvelé au G8 de Camp David, 19 mai 2012). Parallèlement, l'Union européenne met en place le « *Partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le sud de la Méditerranée* » (Conseil européen, 11 mars 2011). Pour la première fois, la communauté internationale applique en Libye le concept de responsabilité de protéger qui se concrétise par la mise en place d'une coalition de pays occidentaux et arabes (Qatar).

Elle débouche sur l'opération *Unified Protector* (OUP) menée par l'OTAN sous mandat de l'ONU (résolution 1973 du Conseil de sécurité) avec le soutien de la Ligue arabe. Novation importante, cette responsabilité subsidiaire ouvre une brèche dans le domaine réservé de l'État. De son côté, l'Union européenne adopte des sanctions contre les régimes récalcitrants. Alors que les états Occidentaux s'efforcent, dans toute la mesure du possible, d'accompagner ces mutations, Chinois et Russes donnent l'impression de les subir, de les freiner. En outre, ils estiment avoir été dupés par les Occidentaux dans l'application de la résolution 1973, y voyant un changement de régime. Les conséquences des actions diplomatiques se mesurent sur le moyen et le long terme.

La réalité internationale n'a pas la légèreté des rêves. Du printemps, n'est-on pas passé insensiblement à l'automne et à l'hiver arabe ?

LES LENDEMAINS DE PRINTEMPS OU LA SYMPHONIE INACHEVÉE

Les affres de la transition sont toujours douloureuses. L'onde de choc qui traverse ces pays présente une dimension régionale et internationale.

La dimension régionale : les nouveaux défis

Ces événements remettent en cause un équilibre précaire existant depuis longtemps à l'intérieur comme à l'extérieur.

Dictature ou démocratie ?

Le défi de la stabilité interne présente différents aspects. Il concerne d'abord sa dimension politique. Tout processus démocratique s'inscrit dans le long terme. Il comporte des avancées et des reculs, des accélérations et des blocages. Ce défi est de nature économique : comment faire face au ralentissement économique, à la dégradation des finances publiques, à la progression constante du chômage.... ? Ce défi a une dimension sociale : comment répondre au besoin accru de pouvoir d'achat, de liberté ? Il est aussi d'ordre religieux ou confessionnel : comment juguler le conflit latent entre communautés chiite et sunnite, conserver une place aux minorités - dont les chrétiens -, assurer la liberté religieuse.... ? Enfin, et non des moindres, le dernier défi est d'ordre sécuritaire : comment parvenir à un équilibre délicat entre ordre et liberté, faire face à l'action de milices et, parfois, à la présence de combattants étrangers ? Ne parvenant pas à trouver ses marques, ce « *nouveau monde arabe* » s'enfonce dans la crise menaçant des équilibres précaires. La victoire des islamistes à presque toutes les élections ne constitue pas à proprement parler une surprise. Elle traduit une tendance de fond remontant aux années 1990. Ces succès apparaissent comme la revanche d'une frustration sociale et l'affirmation d'une identité musulmane.

Équilibre ou déséquilibre ?

Le défi de la stabilité externe tient au risque d'une balkanisation du Moyen-Orient et de l'Afrique. Il couvre un large spectre de situations allant de l'ingérence extérieure (Libye, Syrie) au risque de déstabilisation de régions entières (Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne) en passant par l'ouverture inévitable de la boîte de Pandore des revendications régionales (Libye ; Mali ; Kurdistan à cheval sur la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie...). Nous assistons à une importante recomposition géopolitique de la région en raison des révoltes mais aussi des influences extérieures. Ces dernières sont d'abord le fait d'acteurs étatiques appartenant à la région, qu'il s'agisse principalement de l'Arabie saoudite et du Qatar sunnite dans leur croisade pour affaiblir l'axe chiite irano-syrien et marginaliser la puissance régionale traditionnelle que constituait l'Égypte grâce au financement des mouvements salafistes. La Turquie rêve sans le dire d'Empire ottoman mais craint la création d'un Kurdistan syrien à ses frontières. Ces influences viennent ensuite d'acteurs extra-régionaux : Russie, Etats-Unis... qui s'opposent indirectement sur le champ de bataille syrien. Elles résultent enfin d'acteurs non étatiques comme les combattants d'Al-Qaida dans leurs différentes branches ou franchises (AQPA, AQMI, Ansar Dine, MUJAO...) qui constituent la Babel des djihadistes.

La dimension internationale : les limites de l'ingérence

Le monde post-printemps arabe se caractérise par le retour à la méfiance, par une nouvelle donne géopolitique.

Retour à la méfiance

C'est un double constat que nous pouvons tirer à la lumière de cette nouvelle « *ruse de l'Histoire* ».

Le premier constat porte sur la vie internationale. Le printemps arabe constitue un baromètre des relations internationales, révélateur de lignes de fracture existantes et sous-jacentes. De nouvelles lignes de partage apparaissent entre ceux qui s'adaptent à cette nouvelle réalité politique et ceux qui continuent à penser le monde selon les catégories anciennes, en Orient, comme en Europe. Or, ce monde est marqué par le passage de la confiance à la méfiance. L'affaire syrienne est emblématique de cette situation. Une loi des trois niveaux (une crise interne débouche sur crise régionale et internationale) faite de convergence de forces de destruction et d'obstruction est à nouveau à l'œuvre. Nous sommes les témoins d'une double guerre froide. Celle qui oppose l'Occident, surtout les États-Unis à la Russie et à la Chine et celle qui met aux prises en Syrie, Saoudiens et Iraniens, via leurs relais sunnites et chiites. Le peuple syrien est l'otage d'un *Kriegspiel* mondial entre la Russie, soucieuse de rappeler sa puissance, sa capacité de blocage et les États-Unis, souhaitant préserver leurs relations avec Moscou sur d'autres crises : nucléaire iranien, routes d'évacuation de l'Afghanistan, bouclier antimissiles... Aussi emblématique est le Mali qui connaît une partition *de facto*, une montée en puissance des groupes islamistes armés et l'écroulement des institutions démocratiques en partie en raison de l'intervention en Libye.

Le second constat est relatif au mode de régulation des relations internationales. Le printemps arabe constitue le reflet du mode de règlement des crises. Les États voient moins l'intérêt de coopérer dans les enceintes multilatérales, ils y voient un coût, pas un bénéfice. Ainsi, nous assistons à un épuisement du multilatéralisme onusien qu'il s'agisse du traitement des crises par le Conseil de sécurité ou d'autres problèmes par l'Assemblée générale. Le jeu international est truffé de dispositifs tels les quartet et innombrables groupes de contact ou d'amis conduisant à une « *diplomatie rhétorique d'exclusion* », à une radicalisation des positions. Par certains aspects, nous voici revenus à des temps que nous pensions révolus : blocage du Conseil de sécurité (Syrie avec trois veto russo-chinois), défense plus ostensible des intérêts des États relevant de leur sphère traditionnelle d'influence, retour au duopole américano-russe... Le principe de la responsabilité de protéger est mort et enterré dans les sables de Libye. Le succès de l'opération de l'OTAN constitue plus une exception qu'un précédent. Instruits par l'expérience libyenne, Russes et Chinois soulignent leur attachement à la souveraineté de l'État, leur allergie à toute intervention humanitaire, traduisant l'absence de critères universellement acceptés de ce type d'actions.

Nouvelle donne géopolitique

Les turbulences actuelles dessinent une nouvelle carte géopolitique. Dans le jeu qui se joue entre grandes puissances, les cartes commencent à être redistribuées.

L'Occident est rattrapé par l'Histoire. Le *leadership* américain devient de plus en plus relatif (retrait d'Irak, d'Afghanistan, timidité lors de l'intervention libyenne, refus d'agir militairement en Syrie, redéploiement de sa puissance vers le Pacifique...). L'Europe ne se considère toujours pas comme un acteur stratégique. Sa politique de défense commune est toujours dans les limbes. Sa diplomatie commune n'est faite que d'ébauches institutionnelles et d'une inflation d'initiatives ponctuelles marquées au sceau du court-termisme. La perspective de l'installation durable d'Al-Qaida dans le Sahel et la transformation de l'Afrique en « *Afghanistan de proximité* » n'entraînent pas les réponses idoines s'inscrivant dans le long terme. L'ONU privilégie les solutions locales (Cf. résolution 2056 du 5 juillet 2012 sur le Mali). Or, la diplomatie régionale (CEDEAO) ne donne aucun résultat tangible et les options militaires sont encore dans les limbes. Les Occidentaux mesurent les limites de l'interventionnisme dans les temps passés (Liban en 1982 ; Somalie en 1984 ; Irak en 2003) ou plus récents (Afghanistan depuis 2001 et Libye en 2011). Le risque est de croire que l'on peut régler un problème rapidement et ensuite partir. L'ingérence commence toujours dans l'illusion lyrique et se termine souvent dans l'amertume.

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du sud) manifestent leur volonté de remettre en cause l'organisation du monde décidée par les vainqueurs de 1945, de remodeler l'équilibre des puissances à leur profit au XXI^e siècle. La Russie veut conforter ses ambitions de puissance en s'opposant aux États-Unis. Elle utilise la Syrie dans une partie plus large, incluant d'autres dossiers internationaux. Moscou souhaite renforcer son partenariat stratégique avec l'Iran (aider à régler le dossier nucléaire pour permettre à Téhéran de se concentrer sur la défense de la communauté chiite en Syrie, en Irak et au Liban) et en développer un avec Israël (disposer d'une complicité avec l'État hébreu dans la lutte contre les Frères musulmans égyptiens et le salafisme

pour asseoir ses positions au Moyen-Orient. La Chine réclame sa place dans le concert des nations. Pékin s'oppose à Washington sur différents dossiers. Le Brésil s'affirme un peu plus sur la scène internationale comme lors du sommet Rio+20. Par un jeu de bascule, Russes et Chinois apparaissent comme des interlocuteurs incontournables pour la solution des crises (Syrie, Iran). Les résolutions 2042 et 2043 du Conseil de sécurité sur la Syrie n'ont pu être adoptées, après des mois de blocage, qu'en passant sous les fourches caudines russes et chinoises. De leur côté, les pays occidentaux semblent désemparés pour faire respecter les droits de l'homme (Libye, Tunisie, Bahreïn ...) ou pour masquer leur impuissance à intervenir (Syrie, Mali).

Au moment où la révolte arabe se poursuit, il est impossible de lui fixer un terme précis, ni dans le temps, ni dans l'espace. Rien n'a changé et tout a changé. Cette vague de bouleversement n'en est qu'à ses débuts. C'est un paysage, chaotique et prometteur, qui se dessine sous nos yeux. Nous évoluons entre optimisme (espoir des prémices d'une « *saison des Lumières* ») et pessimisme (crainte d'un été islamiste). La chute des régimes autocratiques n'est pas forcément la promesse de lendemains qui chantent. Un nouvel ordre mondial se dessine à grands traits, rompant avec celui du XXe siècle tout en lui empruntant certaines caractéristiques. Mais un constat de bon sens s'impose. On ne bouscule impunément ni le calendrier des saisons, ni l'histoire des peuples. Depuis des siècles, la culture arabe admet une saison sèche et une saison de pluie où le printemps est éphémère. Une hirondelle ne fait pas le printemps, même arabe.

Guillaume BERLAT. Pseudonyme d'un ancien haut fonctionnaire. Les opinions exprimées ici n'engagent que leur auteur.

En complément du texte de Guillaume Berlat sur les révolutions arabes, Aquilon présente quelques extraits d'un ouvrage de Gabriel Piaux, haut commissaire au Liban et en Syrie en 1939-1940, autre période troublée. Les lecteurs pourront juger ce qui, dans ce livre publié en 1952, est devenu anachronique et ce qui peut contribuer à ouvrir la profondeur historique des développements contemporains.

Gabriel Piaux fut diplomate (ministre de France en Lituanie, Roumanie et Autriche), homme politique (sénateur représentant les Français résidant en Tunisie (1952-1959), secrétaire général du gouvernement (1919-1922) à l'issue de la Première Guerre mondiale (citation à l'ordre de l'armée), membre de l'académie des sciences morales et politiques, écrivain (sur la relation franco-allemande, sur l'Autriche, les protectorats en Afrique du nord).

Gabriel Puaux

Ambassadeur de France, membre de l'Institut

Deux années au Levant, Souvenir de Syrie et du Liban 1939- 1940 Hachette 1952

Avant-Propos

« Ni FRANCOIS Ier, ni Louis XIV n'avaient songé à s'installer à Beyrouth. » Cette remarque de Jacques Bainville (L'Action française, 5 mai 1925) s'insinua plus d'une fois dans mes pensées lorsque j'étais en Syrie et au Liban le dépositaire de la Troisième République. J'y associe le mot prêté à l'un de mes prédécesseurs : « Partir sous la pointe des pieds, le plus tôt possible. » Cette tentation ne fut pas sans affleurer mon esprit au cours des premières semaines d'une mission hérissée de problèmes et de contradictions. Parviendrais-je à atteindre sans perdre la raison de délai de six mois assigné par Rudyard Kipling comme temps d'épreuve à l'homme d'Occident qui, mis en face des énigmes de l'Orient, se rend menacé d'aliénation mentale ? A ces heures de l'aube où la machine cérébrale souffre d'une moindre résistance et où tout problème paraît insoluble, je mesurais les antinomies du Proche-Orient, et si la France n'avait pas entrepris au Levant une tâche vaine.

Mon expérience du Maghreb m'avait appris qu'un Français au contact d'une civilisation musulmane doit avant tout se convaincre qu'il est d'autres modes de pensée que celui où il se complaît et qu'il lui faudra, s'il veut se faire entendre, tenir un langage et adopter une attitude d'où la logique et peut-être même la clarté seront exclues. J'étais prêt à cet égard à quelques sacrifices, mais je n'avais pas imaginé qu'ils puissent être aussi étendus que l'exigeait ma nouvelle charge.

J'ai retrouvé à Beyrouth la tranquillité de l'esprit le jour où j'ai été définitivement persuadé que la question syrienne était insoluble pour un esprit cartésien...



p. 56-57-58

Le problème libanais n'avait jamais présenté l'acuité ni les dangers de l'affaire syrienne. L'heure n'en était pas moins venue de l'aborder. J'avais reçu au Liban un accueil cordial, confiant, je dirais presque affectueux, mais les Libanais, qui ont des dons d'éloquence et la passion de la chose publique ne m'avaient pas laissé ignorer qu'ils n'étaient point satisfaits. Les entretiens que j'eus avec les plus éminents d'entre eux et l'enquête dont je chargeai un de mes collaborateurs m'avaient convaincu de la réalité du malaise. Le diagnostic était facile à établir. Ce petit pays souffrait d'un mal constitutionnel. La France lui avait généreusement fait présent d'une charte de style occidental qui ne convenait ni à ses mœurs ni à ses moyens. Là où il eut fallu un bon préfet et sage conseiller général, on avait installé un président de la République, un président du Conseil, des ministres et une Chambre des députés. Il y eut même pendant quelques années, un Sénat. Dans ce pays déjà morcelé en communautés religieuses rivales et parfois ennemies, l'on avait créé, en instituant le régime parlementaire, de nouvelles sources de divisions. A la féodalité religieuse et terrienne déjà lourde, était venue s'ajouter une féodalité politicienne. Pour obtenir quoi que ce soit, il ne fallait pas seulement s'adresser aux prêtres et aux grands propriétaires, mais aussi aux caciques de la politique et à leurs agents électoraux. La création des partis n'avait d'ailleurs nullement tempéré les jalousies confessionnelles. Chaque religion, chaque rite prétendait détenir une parcelle de la puissance publique strictement proportionnelle au nombre de ses adeptes. Comme chaque parti politique entendait en même temps occuper dès le prise de possession du pouvoir la majorité, sinon la totalité des places, il était devenu impossible de faire fonctionner la machine administrative d'une manière efficace, la valeur technique et morale des agents étant primée par leur étiquette confessionnelle ou partisane.

Il en résultait des budgets mal équilibrés, une administration paralytique, de fréquentes crises ministérielles et un mécontentement général. Chaque Libanais avait d'ailleurs une solution personnelle du problème. Certains manifestaient leur nostalgie de l'ancien régime de 1860, imposé par l'Europe à la Sublime Porte qui l'avait plus ou moins loyalement appliqué. Il avait, aux yeux de ces Libanais, le mérite d'être plus simple, moins coûteux et plus approprié à la mentalité moyenne des administrés. Un tel regret permettait de mesurer la faillite du mandat.

Mon intention était d'imposer au Liban une cure de désintoxication politique, bien qu'il m'en coûtât quelque peu d'attrister ainsi les deux hommes qui, jusqu'à ce jour, avaient rivalisé dans l'arène parlementaire et derrière lesquels le Liban s'était scindé en deux partis. M. Emile Eddé et M. Bechara Khoury étaient, en effet, l'un et l'autre, de fervents amis de la France, des hommes cultivés, rompus aux affaires et avec lesquels j'entretenais d'agréables relations personnelles. M. Eddé était, lors mon arrivée, le vainqueur, tout au moins constitutionnellement. Il occupait la présidence de la République et il concevait ses fonctions plutôt à l'américaine qu'à la française. Il entendait être non seulement le premier dans l'Etat, mais aussi le plus puissant : il avait installé son bureau au Sérail, au sein même de l'administration et considérait le premier ministre comme son premier commis. Tempérament ardent, combattif, il ne planait pas au-dessus des partis : il servait le sien, et les Khourystes s'en plaignaient avec amertume. Chaque parti avait ses journaux français et arabes. Les journalistes libanais ont la plume facile et acérée. En se lançant dans la bataille, le président Eddé s'exposait aux coups, et, du côté Khouryste, on manquait parfois de modération dans les expressions. La personnalité du chef de l'Etat était ainsi constamment mêlée aux polémiques, et M. Eddé, qui s'en accommodait mal, eût souhaité que le haut commissaire usât plus fréquemment du droit de suspendre les journaux. J'hésitais à me servir de cette arme, tout en déplorant ces logomachies qui créaient dans le pays, autour de rivalités personnelles, une fièvre malsaine. J'envisageais d'autres moyens de ramener le calme et je crus opportun d'aller les chercher moi-même à Paris.

x

Cependant les menaces de guerre se précisaient. L'orage montait à l'horizon et, comme au printemps, je me demandais s'il n'éclaterait pas avant que je parvienne au terme de mon voyage.

CHAPITRE IV : DEUX PROBLÈMES :

LE SANDJAK D'ALEXANDRETTE, LA CONSTITUTION LIBANAISE

C'est une pensée de tolérance réalisée sous la forme d'un plan d'urbanisme qui éclaire le souvenir d'une de mes dernières visites dans la capitale syrienne. Le mandat avait déjà beaucoup fait dans le domaine de la voirie ; égouts, percées de rues, jardins publics. Mais il restait une grande tâche à accomplir, l'établissement de boulevards circulaires, capables d'assurer pour l'avenir un développement harmonieux et raisonné de la cité. M. de Hautecloque avait pris à cœur cette œuvre. Il fallait profiter de ces temps heureux de détente politique et de disparition des clientèles municipales exigeantes et capricieuses, pour mener rondement les achats et, à défaut, les procédures d'expropriation. Tout ceci fut exécuté dans un strict esprit de justice et en fort peu de temps. Les services de la municipalité se mirent au travail s'en tarder. M. Hautecloque put me montrer déjà ouvertes à la circulation, en attendant d'être encaillassées, les grandes artères environnant la ville. Ces voies nouvelles s'amorçaient dans les différents quartiers, jusqu'alors étroitement compartimentés. Musulmans, juifs, chrétiens, chacun restait parqué dans une suite de petites cités closes. Les barrières maintenant étaient tombées, par ce doux après-midi d'automne, je voyais les Damasains de toute obédience religieuse se confondre sur les larges avenues. Je crois que l'on peut attendre beaucoup de ce brassage qui accoutumera les habitants de Damas à se connaître les uns les autres, à se supporter, peut-être même à s'aimer. Au grand air, sous les arbres de ces allées, se dissiperont les miasmes des fanatismes, nés dans l'ombre des ruelles obscures et des clôtures jalouses. Bien des civilisations ont marqué de leur empreinte Damas, la romaine, la grecque, la turque. Les grands boulevards circulaires demeureront peut-être la création la plus durable de la Damas française ; est-il indifférent que notre génie les ait conçus comme une oeuvre de libéralisme autant que d'hygiène et d'esthétique ?



Il est à Damas une autre création qui porte également la marque française, c'est la léproserie. A la lisière de la Gouta feuillue s'élèvent quelques pavillons blancs dans un enclos que cacheront bientôt quelques pins et les peupliers. La supérieure qui nous accueillit, ma femme et moi, était une fille de la charité dont le regard reflétait le ciel. Son sourire nous parut de ceux qui, victorieusement, réconcilient les plus pessimistes avec l'humanité. Au bord de l'allée étaient groupés une cinquantaine de lépreux et de lépreuses « blanchis ». Le visage et les mains de la plupart d'entre eux avaient déjà été ravagés. Nous avons tout visité sous la conduite de la petite sœur aux yeux purs et joyeux, et d'un médecin syrien qui se partageait entre la léproserie et un hôpital d'aliénés tout voisin, qui porte le nom d'Avicenne.

Ma femme distribua à ces malheureux des cigarettes et des gâteaux que quelques-uns saisissaient avec des moignons de doigts. A notre départ, ils battirent des mains et crièrent : « Vive la France ! ». De toutes les ovations que ma mission m'a values, il n'en est point qui m'ait laissé un aussi poignant souvenir que les vivats des lépreux de Damas.

X



Sévère et sage, Alep, la « grisâtre », comme l'appellent les Syriens, ne vit pas à la même température que Damas. Vouée depuis des siècles au négoce, elle en a la patience, l'ingéniosité et ce goût de l'ordre, communs à toutes les sociétés dominées par des intérêts intemporels. Une si grande cité n'en est pas moins sans contenir des éléments de troubles ; elle a ses bas-fonds, ses agités et ses politiciens. Elle a connu des heures d'émeute, mais brèves et rares. En 1926, une foule fanatisée s'était ruée sur la prison pour délivrer des captifs politiques. Une rafale de mitrailleuse, tirée sur l'ordre d'un jeune lieutenant qui n'avait pas froid aux yeux, ramena le calme. Depuis ce jour, les Alépins n'avaient cessé d'être prudents dans leurs manifestations extérieures. Le Bloc y possédait des chefs et des agents, travaillant dans une ombre propice. Notre délégué, M. Davis, connaissait cet échiquier assez complexe avec ses divisions de quartier où régnaient des petits chefs de bande, et où des hommes de main propageaient les consignes et colportaient les menaces. Cette organisation avait joué à la perfection, lors de ma première visite à Alep, pour faire le vide autour du haut commissaire. Les fils de ces intrigues étaient tenus par les frères Djabri, Saadallah, le ministre du Bloc, beau joueur à la parole vive et mordante, et Issan, qui avait appris à Constantinople l'art de machiner froidement et courtoisement les complots les plus ingénieux. Le docteur Kayali, autre chef bloquiste alépin, possédait une clientèle moins ardente et moins populacière ; cet intellectuel, attaché avec une conviction respectable à la cause de l'indépendance, n'était pas dépourvu d'un certain don du compromis qui le détournait des solutions trop violentes.

.....

Sans y faire d'aussi fréquents séjours qu'à Damas, je ne manquai pas, pendant l'année 1940, de me rendre plusieurs fois à Alep et d'y séjourner. La ville, avec ses environs dénudés, ses avenues et ses rues sans ombrages, rebute certains. Je lui trouve un charme austère et secret, celui de ces accords de transition qui éveillent une double résonance. C'est le lieu de passage d'un monde à un autre, une vraie Echelle du Levant. Ce mot d'Echelle évoque un port, des mâts, des vergues, des palmiers et de claires villas étagées. Ici le décor est autre. Les entrepôts d'Alep s'élèvent dans une steppe sans grâce ; jadis les chameaux des caravanes y rappelaient seuls les mouvements des houles marines. Dans ce lieu de rencontre de l'Asie avec les plus hardis commerçants de l'Europe, s'est élevée peu à peu, assise sur de solides richesses, une magnifique ville de pierre.

.....

Alep est la ville d'Orient où la population chrétienne est, de longue date déjà, proportionnellement la plus forte. L'émigration l'a encore grossie. Les malheurs de l'Arménie ont peuplé Alep. L'exode, fut lors de l'évacuation de la Cilicie, tumultueux et quelque peu désordonné... Un quartier s'était construit que l'on appelait la cité David. Cette Jérusalem arménienne n'avait rien de céleste. Bien que propre et ordonnée, elle cachait des misères et des souffrances, mais il y a dans le génie de ce peuple quelque chose de tenace et une faculté d'entraide qui, peu à peu, avait rendu à ces émigrés une certaine sécurité matérielle dont je ne doute pas que, le temps aidant, elle puisse devenir quelque chose qui ressemble à l'aisance, peut-être même à de la fortune.

.....

Face aux pauvres Arméniens, orthodoxes et Syriens catholiques représentent à Alep une ville bourgeoise riche considérée. Peut-être la longue domination turque l'a-t-elle un peu trop assouplie. Sous le règne du Bloc, certains d'entre eux étaient en coquetterie avec le nationalisme arabe. Le plus riche banquier chrétien d'Alep, Edmond Homsy, avait fait partie de la délégation syrienne venue à Paris pour négocier le traité de 1936, quelque peu en otage sans doute et, dans l'intention de rassurer ses coreligionnaires, sans cependant faire figure d'opposant. Il avait depuis lors repris sa liberté d'action. Il soutenait loyalement le gouvernement de Behij Bey et m'invita à dîner avec le président du Directoire et le mohafez. Il nous reçut dans sa belle demeure qui n'avait rien d'oriental. J'aurais pu me croire rue Sylvabelle à Marseille.

.....

Homs et Hama, gardiennes de la pure orthodoxie sunnite, repliées sur elles-mêmes, passent pour les villes les plus fanatiques et les plus xénophobes de la Syrie. Je les avais vues, en 1939, sous un aspect peu plaisant. Entre des fenêtres fermées et des boutiques closes, notre cortège avait suivi des rues et des avenues désertes. Les soldats échelonnés, présentant les armes, semblaient des silencieuses statues... Je me voyais tel un tyran abhorré, condamné par la muette réprobation de tout un peuple. Je ne pouvais me défendre de reconnaître que la mise en scène était en tout point réussie. Les deux villes avaient encore suivi les ordres de Damas, lors de l'agitation organisée autour de l'affaire du statut personnel. Notre délégué, M. Berthelot, journaliste parisien mué en administrateur par la grâce d'Henri de Jouvenel, avait vécu à Homs des jours difficiles. L'hôtel de ville avait été assiégé et la gendarmerie avait tiré...

6 janvier 1940... Tout à l'heure, au sérail, Hachem Bey Atassi, le président démissionnaire viendra saluer le haut commissaire qui, après un entretien souriant, lui rendra sa visite. Tout un passé semble aboli comme un mauvais rêve.

CHAPITRE IX : ALAOUITES ET DRUSES

Au cours de l'année 1940, la paix régna parmi les Alaouites et les Druses. Les nouveaux statuts prévenaient l'ingérence des sunnites damascains dans les petites affaires de ces êtres défiants et fermés. Il en était résulté une détente générale. Est-ce à dire que tout marchait beaucoup mieux ? Nous avons substitué à l'autorité d'un mohafez envoyé par Damas, celle d'un gouverneur autochtone, placé sous le contrôle d'un délégué du haut commissaire. Il ne s'agissait pas d'une administration française directe, comme au temps où le général Clément-Grandcourt, à Soueida, et M. Schoeffler, à Lattaquieh, exerçaient une paternelle dictature, sans être arrêtés par de continuelles négociations avec les oligarchies locales. Les mohafez qui avaient été désignés étaient des jeunes appartenant à la féodalité indigène ; ils avaient reçu une éducation occidentale. Celui du pays alaouite avait été l'élève de l'École des sciences politiques. Le mohafez du Djebel Druze était le chef de la branche aînée d'une famille dominante, les Attrache, tandis que le mohafez des Alaouites était le fils du vieil Abas, doyen d'une dynastie.

Ces deux jeunes gouverneurs se trouvaient sans cesse tirillés entre les exigences de la *gens* à laquelle ils appartenaient et les recommandations du délégué français, gardien de l'équité et défenseur de l'intérêt général... Il aurait fallu, en Syrie, un corps d'administrateurs formés à la même école et nourris de la même doctrine. **Mais, depuis vingt ans de mandat, la France n'a pas réussi à élaborer les principes clairs d'une politique syrienne, et c'était là une grande faille.**

.....



Lattaquieh, la capitale de l'Etat alaouite n'est à la vérité nullement alaouite. Sunnites et grecs y sont la majorité. C'est un ancien comptoir hellénique, une petite cité administrative turque. Ce n'est pas et cela n'a jamais été la métropole des tribus alaouites de la montagne, ces étrangers Nosäiris pour lesquels Renan a été si dur : « La population la plus abaissée de la Syrie », dit-il ; et il précise « Une secte gnostique ayant traversé durant des siècles toutes les altérations qu'une religion dénuée de livres sacrés et de sacerdoce organisé ne

peut manquer de subir. » Le dernier avatar de la religion des Nosäiris, la déification de Suleiman Murched, me parut donner raison à Renan.... Mêlant à son action religieuse une politique assez habile, Suleiman Murched fortifia son auréole grâce à l'appui des officiers des services spéciaux qui voyaient en lui un pion à jouer contre le bloc damascain. Cette politique avait déjà produit ses effets quand je vins en Syrie. La petite armée que j'avais passée en revue n'était pas seulement menaçante pour l'autorité mandataire. J'en exigeais le désarmement. Celui-ci ne fit que progressivement, car les officiers des services spéciaux y apportaient peu de zèle. J'eus pour le dieu les attentions que comportait sa qualification, mais je me refusai à en faire le pivot de notre politique en territoire alaouite.

...

C'était un beau rêve d'en faire des chrétiens. Cet espoir, les jésuites l'ont caressé, par la faute d'un des plus éminents d'entre eux. Le père Lammens a été un grand historien, mais parfois à la manière imaginative de Michelet. Ses « ressuscités » n'ont parfois jamais été vivants. Il a cru que les Nosäiris s'étaient convertis au christianisme au Ve siècle de notre ère (*Etudes religieuses*, 1899)... Il n'y a pas de terres où les religions aient poussé avec de plus étranges hybridations que sur cette côte syrienne. **Je me suis demandé parfois si le monde civilisé ne devrait pas l'entourer d'un réseau protecteur pour en faire une sorte de « parc national » des religions où pourraient subsister des « espèces » en voie de disparition dans le reste de l'univers.**

x

Dans ce jardin des croyances, les Druses auraient droit à une place de choix. On a beaucoup écrit sur eux en France. Cette secte hermétique a depuis longtemps piqué la curiosité de nos érudits... Aujourd'hui le mystère des druses est éclairci. Il s'agit d'une hérésie née, à la fin du Xe siècle, de la folie d'un khalife Fatimide du Caire, Al Hakim, qui se crut Dieu. Il ne réussit pas à faire partager cette conviction à ses sujets et disparut un jour mystérieusement. L'un de ses disciples, Darazi, réfugié au Liban, y enseigna la foi nouvelle. C'est à Wadi-T-Hadin, au pied du vieil Hermon, que s'est développée la religion qui emprunta à Darzi son nom. Les Druzes commençaient, vers 1860, à essaimer au-delà du Liban, dans la région volcanique qui s'étend au sud des riches plaines du Hauran, et en évincèrent les autochtones, par persuasion ou par force. En 1717, il y eut un nouveau flot d'immigration, puis un autre encore en 1837-1838 pour échapper à la conscription égyptienne. C'est après les massacres de 1860 que les plus gros contingents sont venus se fixer dans ces montagnes, qui ont pris depuis lors le nom de Djebel Druse. **La secte y a su défendre farouchement son indépendance. Les Turcs, après quelques fâcheuses expériences, les laissaient tranquilles. La France vit elle-même, en 1925, combien il pouvait en coûter de se mêler maladroitement de leurs affaires et de blesser leur dignité. Sans les Druses, il n'y eût pas eu alors de révolte syrienne.**

Le secret de la force des Druses réside dans une organisation fortement aristocratique de la société. Une double sélection s'y opère, celle du sang et celle de l'esprit. Ils professent tous le respect de la noblesse héréditaire : les grandes familles demeurent des puissances. Etre bien né est un titre, et le nom vaut parfois plus que la fortune... Ce patriciat donne à la société une forte armature qui se trouve étayée par une seconde hiérarchie, celle-là uniquement spirituelle... Ils se doivent entre eux une sincérité et une vérité sans restriction. A côté de ces spirituels, qu'on appelle des *roubanis*, vit le troupeau des « corporels », qui peut comprendre des émirs aussi bien que des ignorants